



Organisation
internationale
du Travail

Résumé exécutif

Don't waste the crisis: Critical perspectives for a new economic model

[Ne laissez pas passer la crise: Réflexion sur les perspectives essentielles pour un nouveau modèle économique]

Sous la direction de Nicolas Pons-Vignon

Toute crise est porteuse d'épreuves, de pertes de revenus et d'emplois. Mais elle est également porteuse d'un moment de réflexion quant aux raisons qui l'ont provoquée et à ce qui doit être modifié.

Les différents essais rassemblés sous l'intitulé *Don't waste the crisis* [Ne laissez pas passer la crise] ont apporté une contribution critique et passionnée sur un nouveau modèle économique et social qui tire les leçons de la crise financière et économique mondiale actuelle. Les auteurs – universitaires, organisations internationales et syndicats – présentent une grande variété de perspectives ainsi qu'un large éventail d'analyses critiques et de recommandations.

Certains auteurs prônent une reprise basée sur les investissements publics et les salaires, en insistant sur le fait que la crise s'est produite dans le sillage des années de réductions fiscales pour les riches et de découplage entre productivité économique et augmentation des salaires. Ils insistent sur le fait que le rééquilibrage des économies exige une politique salariale fonctionnelle garantissant des niveaux suffisants de la demande globale nationale basée sur les revenus réels. La réduction des salaires entraîne en général un très grand risque de mouvement à la baisse, accompagnée d'effets formidablement négatifs sur la demande et les niveaux de prix. Ceci pourrait mener l'économie mondiale

à la déflation qu'ont connue divers pays asiatiques dans les années 1990. Les mesures approuvées par le Pacte mondial pour l'emploi du BIT – salaire minimum, renforcement des organismes de négociation collective, mesures d'ensemble sur la sécurité sociale, clauses de travail concernant les marchés publics, investissements publics, emplois publics – sont autant d'outils politiques importants pour inverser le glissement des salaires.

Aucune stratégie nationale ne sera durable si l'on ne réforme pas profondément le système financier mondial en limitant la spéculation et en réorientant, simultanément, l'investissement vers des activités de production. Contrairement à l'argument de la répartition de l'efficacité, cher à la théorie économique néo-classique, le manque de régulation des marchés financiers a drainé d'énormes ressources en direction d'investissements non productifs, non économiques, tout en provoquant une chute dramatique des investissements réels. Un certain nombre d'auteurs considèrent que le manque de régulation financière constitue le point le plus faible de la réaction à la crise actuelle – qui continue à menacer la capacité des gouvernements à maintenir les incitations fiscales tant nécessaires – et ils débattent de divers instruments politiques ayant pour objet de réduire et recentrer le secteur financier. Ces instruments comportent une taxation mondiale des transactions financières, l'augmentation des marges de réserves des banques, des agences de notation indépendantes ainsi qu'un renforcement de l'épargne publique et des banques de développement.

Don't waste the crisis examine également les réactions individuelles des différents pays à la crise, et insiste sur l'importance des spécificités nationales dans tout débat de politique économique – même lorsque ceci implique une approche régionale, comme dans le cas de la Grèce. La crise a également mis en question les stratégies d'exportation des pays en développement, ces derniers ne pouvant plus espérer que les pays industrialisés continuent à absorber leurs excédents de production. Ceci pourrait nécessiter une réorientation des stratégies de développement vers une augmentation des investissements consacrés au développement local, comme souligné dans un essai sur l'Afrique du Sud. La crise a mis en lumière l'énorme interdépendance de l'économie mondiale. Un essai sur l'Inde montre que des millions de travailleurs informels ont du faire face à une chute brutale et importante de leurs rémunérations. La crise

a souligné combien il était urgent de mettre en place une couverture sociale de base pour tous les travailleurs, afin de les protéger de la pauvreté et de la déchéance.

Enfin, la crise est un énorme défi pour le mouvement syndical. Un certain nombre d'auteurs tentent de répondre à la question essentielle et complexe: comment, compte tenu de la crise, redéfinir les stratégies syndicales. Si certains insistent sur la nécessité de s'adapter aux conditions du changement macro-économique, tous conviennent du fait que le travail requiert une approche plus confiante et plus globale, en particulier vis-à-vis des travailleurs informels non protégés. Le dialogue social et les organismes de négociation collective se sont, dans de nombreux pays, montrés efficaces pour partager la difficulté et trouver des réponses immédiates et flexibles. L'augmentation du chômage et les pressions subies par les budgets des nations ont pour résultat d'affaiblir le pouvoir de négociation des syndicats et de menacer les dispositions sociales. Le modèle actuel de mondialisation est un échec, il est largement discrédité, mais pour l'instant, cela n'a pas eu pour résultat de faire changer fondamentalement les politiques. Faute d'un nouveau modèle économique et social garantissant que les marchés sont au service des sociétés, plutôt que le contraire, la crise servira à sauver le capital aux dépens des travailleurs et de leurs familles. C'est pourquoi différents auteurs sont d'avis que les syndicats doivent dépasser les affiliations traditionnelles et les relations industrielles, pour former de nouvelles alliances, de manière à savoir faire usage de la crise pour faciliter une mutation urgente vers la justice sociale et la mondialisation équitable.

Si l'on veut envisager un avenir plus durable, il faut commencer par une compréhension critique des causes de la crise financière mondiale. Les auteurs de *Don't waste the crisis* proposent des idées innovantes portant sur des stratégies de reprise tirée par les salaires, d'investissements publics et de solutions industrielles prenant en compte l'avenir; ils proposent de nouveaux concepts de développement et de coordination des politiques internationales. Ce condensé d'idées est une contribution, qui vient à temps et est riche d'idées, face à l'urgence d'un changement.

Les différents essais rassemblés sous le titre *Don't waste the crisis* proviennent de la «Global Labour Column/Rubrique sur le travail global», série d'articles

publiés toutes les semaines sur le site «Université globale pour les travailleurs». La «Global Labour Column/Rubrique sur le travail global» a pour but d'être un forum permettant aux différents mouvements syndicaux et à leurs alliés de se connecter, débattre et partager leurs connaissances et leurs expériences. Les différents participants espèrent, grâce à cet échange, contribuer à la mise en œuvre de politiques équitables et efficaces pour réagir à la crise. La «Global Labour Column/Rubrique sur le travail global» résulte de l'étroite collaboration entre le Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) et l'Université globale pour les travailleurs (GLU) qui rassemblent syndicalistes et universitaires pour leur permettre de trouver de nouvelles réponses à la crise. L'Université globale pour les travailleurs résulte, quant à elle, de la collaboration entre l'ACTRAV, les syndicats, et un réseau d'universités. Elle propose des programmes exceptionnels de masters aux syndicalistes du monde entier. Les cours dispensés par l'Université globale pour les travailleurs, en collaboration avec diverses universités et syndicats sont destinés à des étudiants venus du milieu syndical ou des mouvements sociaux, que ce soit dans des économies développées, en développement ou en transition.

Copyright © Organisation internationale du Travail

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique
Bureau international du Travail
4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse
Pour plus d'information, visitez notre site web www.ilo.org

